



**Déclaration préliminaire présentée au  
Comité sénatorial permanent des finances nationales  
concernant le système de paye Phénix**

**par  
Greg Phillips, président  
Association canadienne des employés professionnels**

**7 février 2018**



Honorables sénateurs,

Nous tenons à remercier les membres du Comité de nous avoir invités à exprimer nos préoccupations au sujet du système de paye Phénix.

Mon nom est Greg Phillips, et je suis le président de l'Association canadienne des employés professionnels (ACEP). L'ACEP représente quelque 14 000 fonctionnaires. La grande majorité de nos membres sont des économistes et des employés en sciences sociales qui conseillent le gouvernement au sujet des politiques publiques. Nous représentons aussi les traducteurs et les interprètes qui s'emploient chaque jour à préserver et à promouvoir la dualité linguistique de notre pays. Et, les derniers mais non les moindres, nous avons l'immense honneur de représenter les 90 analystes et adjoints de recherche de la Bibliothèque du Parlement.

Je suis accompagné aujourd'hui par Claude Vézina. M. Vézina est notre directeur exécutif, et il gère les employés responsables d'aider les membres aux prises avec les problèmes du système de paye Phénix.

Il y a deux ans, un nombre ahurissant de fonctionnaires ont commencé à constater des manques ou d'autres erreurs de calcul à leur paye – deux années de peur, d'appréhension et d'incertitude. Et même pour ceux assez chanceux pour échapper à tout problème de rémunération, l'ampleur du problème a fait en sorte que, pendant deux ans, ils ont craint de devenir les prochaines victimes du système Phénix.



J'aimerais parler de l'impact que ces problèmes ont eu sur la fonction publique et, plus généralement, sur les Canadiens. Mais avant tout, je me rendrais coupable de négligence si je ne signalais pas le dévouement avec lequel nos fonctionnaires servent les Canadiens. Des mois de paye mal calculée n'ont pas empêché nos membres de tout de même se présenter au travail et d'afficher un engagement inébranlable à dispenser aux Canadiens les services auxquels ils s'attendent, ce qui a permis à notre gouvernement de fonctionner, plutôt que de s'enliser dans une crise nationale.

J'espère que nos dirigeants n'oublieront jamais tout le professionnalisme et l'engagement de nos fonctionnaires en ces temps difficiles.

Mais même si, en bonne partie, la fonction publique a continué d'opérer comme à son habitude, ce que les fonctionnaires ont vécu n'avait rien d'habituel.

À titre d'exemple, une de nos membres a été en congé d'invalidité de longue durée à la suite d'un accident, essayant au mieux de se rétablir pour revenir au travail. Pendant ces cinq mois de congé, sa paye lui a été versée sporadiquement. De retour au travail, elle n'a pas reçu de salaire au cours des deux premiers mois et, pendant les huit mois qui ont suivi, le versement de sa paye a repris, mais les montants variaient. Les paiements forfaitaires spontanés sont imposés à un taux supérieur. Notre membre a encore une fois connu l'horreur des périodes sans paye. Elle a demandé sans succès un feuillet T4 révisé, puis elle a dû payer plus que sa



part d'impôts. Tout au long de cette période, elle se faisait talonner pour des paiements en trop. Il s'agit là d'un vrai cauchemar pour n'importe qui, et encore plus pour une personne qui revient au travail après une grave blessure.

Un autre de nos membres a vécu son propre cauchemar pendant un moment qui aurait dû compter parmi les plus marquants de sa vie, soit la naissance de son enfant. Premièrement, il a même eu du mal à obtenir un Relevé d'emploi. Puis, pendant qu'il était en congé, il a signalé un trop-payé. Par conséquent, il a traversé des périodes de paye complètes sans toucher de salaire. Ce membre n'a enfin reçu les documents pertinents pour son congé parental que cinq mois après avoir repris le travail. Ce qu'il y a de terrible, c'est que pendant qu'il tentait d'obtenir une avance de salaire en cas d'urgence, on lui demandait de rembourser des paiements en trop. Il a passé les quinze premiers mois de la vie de son bébé à essayer de se dépêtrer du borbier financier qui en a résulté.

Comme ces exemples le démontrent, une des pires conséquences du système Phénix est son effet discriminatoire et disproportionné sur les groupes vulnérables, comme les personnes aux prises avec un handicap ou les nouveaux parents.

En outre, des centaines de membres se sont tournés vers l'ACEP afin de solliciter l'aide de leur syndicat pour régler des problèmes associés au système Phénix. À ce jour, en raison de la violation continue des droits des membres, nous avons déposé près de 50 griefs individuels officiels et 6 griefs de principe. Nous essayons aussi de régler des centaines de



cas par l'entremise des voies officielles, et des milliers de membres cherchent à remédier eux-mêmes à leurs difficultés.

Puisque le gouvernement du Canada est le plus gros employeur au pays, ce cauchemar touche également le grand public. Les Canadiens ont eux aussi souffert du système Phénix.

Les fonctionnaires ont diminué leurs dons de bienfaisance. Depuis 2016, la Campagne de charité en milieu de travail du gouvernement du Canada recueille moins de fonds.

Par conséquent, les organismes qui prennent soin des groupes les plus vulnérables de notre société sont aussi lésés par le système Phénix.

L'insécurité financière de nos membres devient par ailleurs un problème économique étendu.

Il y a lieu de dire que lorsque les fonctionnaires fédéraux ne sont pas payés, ou ne reçoivent pas leur juste salaire, l'économie en général et les économies locales qui comptent sur les fonctionnaires pour faire vivre les petites entreprises peuvent en être ébranlées.

Selon notre analyse, en présumant que 250 millions de dollars en salaire doivent être remboursés à des fonctionnaires fédéraux, les montants suivants équivaldraient à l'impact économique induit au Canada :



- perte de 68 millions de dollars en salaires et traitements à l'extérieur de la fonction publique (272 177 \$ pour chaque million de dollars à rembourser);
- baisse de 176,5 millions de dollars du PIB (706 152 \$ pour chaque million de dollars à rembourser);
- perte de 1 875 emplois (7,5 emplois pour chaque million de dollars à rembourser).

Nous pouvons estimer de manière raisonnable les sommes dues à nos membres; toutefois, il est impossible de calculer les millions de dollars que les employés non touchés coupent de leurs dépenses, par crainte d'être soudainement « frappés par le système Phénix ».

Enfin, nous évoquons fréquemment le stress causé par les problèmes de paye du système Phénix, mais nous les voyons trop souvent comme des cas isolés. En ce moment même, d'innombrables Canadiens vivent des situations très pénibles, par exemple, perte d'un être cher, problèmes conjugaux, maladie ou blessure. Nos membres ont eux aussi composé avec de tels changements éprouvants dans un parcours de vie, sauf qu'il y s'y est ajouté le stress de ne pas savoir quand leur prochain jour de paye viendrait, et les craintes et l'anxiété qui s'ensuivent. Malheureusement, la vie continue même quand notre employeur tarde à nous payer.

Bon nombre de nos membres nous ont dit que leur santé mentale a souffert de leurs problèmes de paye. L'incidence sur leur santé mentale est un grave problème.



Nous demandons au gouvernement de remettre nos membres dans leur position antérieure. Légalement parlant, remettre dans la position antérieure signifie simplement qu'une partie lésée doit être indemnisée pour une perte encourue et ne doit pas se trouver dans une situation moins avantageuse que ce qui aurait autrement été. Il faudra beaucoup de travail, d'empathie et de dévouement pour éliminer le chaos dans lequel nos membres sont plongés depuis deux ans – pour véritablement remettre dans leur position financière et émotive antérieure ces fonctionnaires dévoués,

Tout au long de cette saga, les fonctionnaires ont fait preuve de loyauté; même s'ils n'étaient pas payés correctement, ils ont continué de se présenter au travail et de dispenser aux Canadiens des services de premier ordre. Or, ils demandent à leurs dirigeants d'afficher le même degré de détermination et d'engagement – de traiter ce problème avec l'urgence et le sérieux qu'il mérite.

**Merci.**